Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 53 del 4 marzo 1989 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 4 marzo 1989** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 14

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 71.

Ratifica ed esecuzione della convenzione concernente il rilascio di un certificato relativo alla diversità dei cognomi, fatta a L'Aja l'8 settembre 1982.

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 72.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria, firmato a Roma il 12 settembre 1985, modificativo dell'accordo del 29 marzo 1974 per la regolamentazione del traffico ferroviario di frontiera, così come già modificato dall'accordo del 27 agosto 1980.

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 73.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di mutua assistenza amministrativa tra la Repubblica italiana e la Repubblica algerina democratica e popolare, per la prevenzione, la ricerca e la repressione delle violazioni doganali, firmato ad Algeri il 15 aprile 1986.

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 74.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo sui trasporti e la navigazione marittima tra la Repubblica italiana e la Repubblica algerina democratica e popolare, firmato ad Algeri il 28 febbraio 1987.

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 75.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina relativa alla cooperazione e all'assistenza nel campo della protezione civile e dei servizi antincendi, firmata a Roma il 17 ottobre 1985.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 71.

Ratifica ed esecuzione della convenzione concernente il rilascio di un certificato relativo alla diversità dei cognomi, fatta a L'Aja l'8 settembre 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione concernente il rilascio di un certificato relativo alla diversità dei cognomi, fatta a L'Aja l'8 settembre 1982.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 13 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 febbraio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

Convention relative à la délivrance d'un certificat de diversité de noms de famille

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil,

désireux d'atténuer les difficultés rencontrées par certaines personnes auxquelles est attribué d'après la loi d'un Etat un nom de famille autre que celui qui leur est reconnu dans un autre Etat,

sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

1. Le *certificat de diversité de noms de famille* institué par la présente Convention est destiné à faciliter la preuve de leur identité aux personnes qui, par suite de différences existant entre les législations de certains Etats, notamment en matière de mariage, de filiation ou d'adoption, ne sont pas désignées par le même nom de famille.

2. Ce certificat a pour seul objet de constater que les divers noms de famille par lui mentionnés désignent, selon des législations différentes, une même personne. Il ne peut avoir pour effet de faire échec aux dispositions légales régissant le nom.

Article 2

Le certificat défini à l'article précédent doit, sur production des pièces justificatives, être délivré à tout intéressé soit par les autorités compétentes de l'Etat contractant dont il est ressortissant, soit par les autorités compétentes de l'Etat contractant selon la loi duquel lui a été attribué, bien qu'il soit ressortissant d'un autre Etat, un nom de famille différent de celui résultant de l'application de sa loi nationale.

Article 3

Le certificat délivré conformément à la présente Convention est accepté dans chaque Etat contractant comme faisant foi, jusqu'à preuve du contraire, de l'exactitude de ses mentions relatives aux différents noms de famille de la personne désignée.

Article 4

Pour l'application de la présente Convention, sont assimilés aux ressortissants d'un Etat contractant les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi de cet Etat.

Article 5

Le certificat de diversité de noms de famille doit être conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Aucune modification ne peut, sans approbation préalable de la Commission Internationale de l'Etat Civil, être apportée à ce modèle par un Etat contractant.

Article 6

Toutes les inscriptions à porter sur le certificat sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité qui délivre le certificat.

Article 7

1. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement sous les symboles Jo, Mo et An le jour, le mois, et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

2. Le nom de tout lieu mentionné dans le certificat est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui dont l'autorité délivre le certificat.

3. Sont exclusivement utilisés les symboles suivants:

- pour indiquer le sexe masculin, la lettre M, le sexe féminin, la lettre F,

- pour indiquer la nationalité, les lettres servant à désigner le pays en matière d immatriculation de véhicules automobiles,

- pour indiquer la condition de réfugié, les lettres REF,

- pour indiquer la condition d'apatride, les lettres APA.

Article 8

Si l'autorité compétente n est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

Article 9

1. Au recto de chaque certificat les mentions invariables, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 7 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où le certificat est délivré et la langue française.

2. La signification des symboles doit être indiquée au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, ainsi que dans la langue anglaise.

3. Au verso de chaque certificat doivent figurer:

- une référence à la Convention, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article,

- une traduction des mentions invariables, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article, si ces langues n'ont pas été utilisées au recto,

- un résumé des articles 5, 6, 7 et 8 de la Convention, au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat dont l'autorité délivre le certificat.

4. Toute traduction doit être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Article 10

1. Les certificats sont datés et revêtus de la signature et du sceau de l'autorité qui les a délivrés.

2. Ils sont dispensés de légalisation ou de toute formalité équivalente sur le territoire des Etats contractants.

Article 11

1. Lors de la signature de la présente Convention, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat contractant devra désigner les autorités compétentes pour délivrer le certificat.

2. Toute modification apportée ultérieurement à cette désignation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

Article 12

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 13

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera apres son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 14

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, des Communautés Européennes ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 15

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 16

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 17

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 18

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

- b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;

- c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;

- d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;

- e) toute désignation des autorités compétentes effectuée en application de l'article 11, alinéa 1, et toute modification faite en vertu du second alinéa de cet article.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

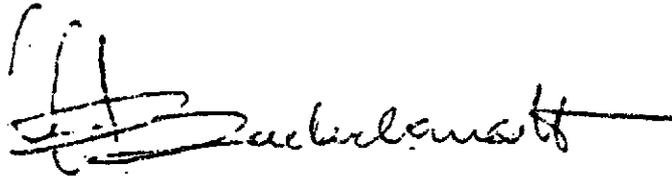
En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 8 septembre 1982 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme

sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne

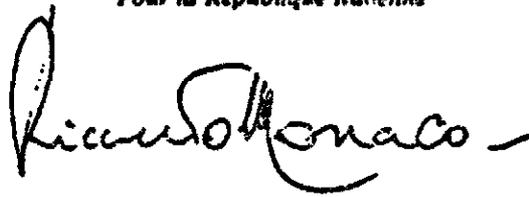
Pour la République d'Autriche

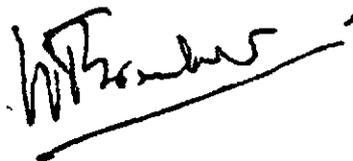
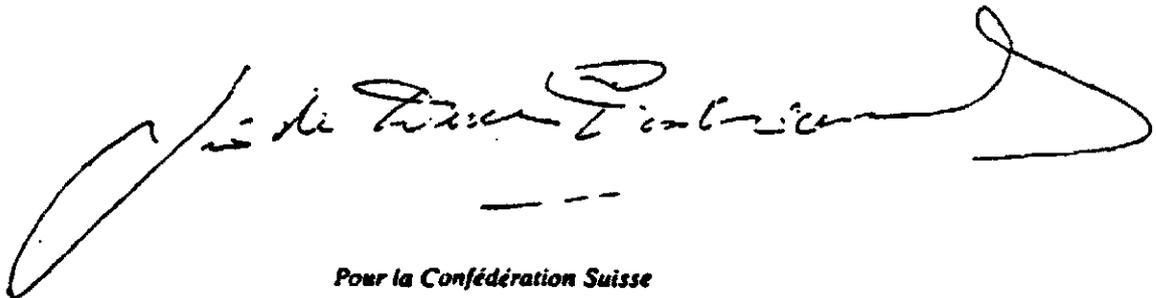
Pour le Royaume de Belgique

Pour l'Espagne

Pour la République Française

La France déclare que, par application des articles 2 et 11 de la présente Convention, les certificats institués par l'article 1er seront, en ce qui la concerne, délivrés sur le territoire national par les officiers français d'état civil et, à l'étranger, par ses représentants diplomatiques et consulaires.

Pour la République Hellénique

Pour la République Italienne

Pour le Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Royaume des Pays-Bas

Pour la République Portugaise

Pour la Confédération Suisse

Pour la République Turque

1 ETAT: ....

2 AUTORITE DE DELIVRANCE: ....

3 CERTIFICAT DE DIVERSITE DE NOMS DE FAMILLE

4 CE CERTIFICAT NE FAIT PAS ECHEC AUX DISPOSITIONS LEGALES REGISSANT LE NOM

5 L'AUTORITE SOUSSIGNEE CERTIFIE QUE

6	NOM DE FAMILLE DANS L'ETAT PRECITE:
7	PRENOMS:
8	SEXE: 9 LIEU ET NUMERO DU REGISTRE DE FAMILLE:
10	NATIONALITE*:
11	DATE ET LIEU DE NAISSANCE: JO ☐☐ MO ☐☐ AN ☐☐☐☐

12 EST, SELON LES PIECES PRODUITES, DESIGNE(E) EN

13	ETAT ATTRIBUANT UN AUTRE NOM DE FAMILLE:

14 PAR LE NOM DE FAMILLE DE

15	AUTRE NOM DE FAMILLE:

16 DATE DE DELIVRANCE, SIGNATURE, SCEAU JO ☐☐ MO ☐☐ AN ☐☐☐☐

* METTRE LES LETTRES DESIGNANT LE PAYS POUR L'IMMATRICULATION DES VOITURES AUTOMOBILES
METTRE REF POUR REFUGIE ET APA POUR APATRIDE

SYMBOLES - ZEICHEN - SYMBOLS - SIMBOLOS - ΣΥΜΒΟΛΑ - SIMBOLI - SYMBOLEN - SIMBOLOS - ISARETLER

JO : Jour - Tag - Day - Dia - Ἡμέρα - Giorno - Dag - Dia - Gün
MO : Mois - Monat - Month - Mes - Μήνας - Mese - Maand - Mês - Ay
AN . Année - Jahr - Year - Año - Ἔτος - Anno - Jaar - Ano - Yil
M . Masculin - Männlich - Masculine - Masculino - Ἄνδρας Maschile - Mannelijk - Masculino - Erkek
F . Féminin - Weiblich - Female - Feminino - Γυναίκα - Femminile - Vrouwelijk - Feminino - Kadın
REF : Réfugié - Flüchtling - Refugee - Refugiado - Πρόσφυγας - Rifugiato - Vluchteling - Refugiado - Multeci
APA : Apatride Staatenloser - Stateless - Apatrida - Χωρίς ιθαγένεια - Apolide - Staatloze - Apátrida - Vatansiz.

CERTIFICAT DELIVRE EN APPLICATION DE LA CONVENTION SIGNEE A *La Haye* LE *8 septembre 1982*

....

....

....

....

....

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	

LES INSCRIPTIONS SONT ECRITES EN CARACTERES LATINS D'IMPRIMERIE; ELLES PEUVENT EN OUTRE ETRE ECRITES DANS LES CARACTERES DE LA LANGUE DE L'AUTORITE QUI DELIVRE LE CERTIFICAT.

LES DATES SONT INSCRITES EN CHIFFRES ARABES INDIQUANT SUCCESSIVEMENT SOUS LES SYMBOLES JO, MO ET AN LE JOUR, LE MOIS ET L'ANNEE. LE JOUR ET LE MOIS SONT INDIQUES PAR DEUX CHIFFRES, L'ANNEE PAR QUATRE CHIFFRES. LES NEUF PREMIERS JOURS DU MOIS ET LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNEE SONT INDIQUES PAR DES CHIFFRES ALLANT DE 01 A 09.

LE NOM DE TOUT LIEU MENTIONNE DANS LE CERTIFICAT EST SUIVI DU NOM DE L'ETAT OU CE LIEU EST SITUE, CHAQUE FOIS QUE CET ETAT N'EST PAS CELUI DONT L'AUTORITE DELIVRE LE CERTIFICAT.

SI L'AUTORITE DELIVRANT LE CERTIFICAT N'EST PAS EN MESURE DE REMPLIR UNE CASE OU UNE PARTIE DE CASE, CETTE CASE OU PARTIE DE CASE EST RENDUE INUTILISABLE PAR DES TRAITS.

TOUTE MODIFICATION DU MODELE DU PRESENT CERTIFICAT ET TOUTE TRADUCTION SONT SOUMISES A L'APPROBATION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ETAT CIVIL.

Copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives de la Confédération suisse.

Berne, le 4 octobre 1982

Pour le

DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES

Rubin

(Rubin)

Chef de la

Section des traités internationaux

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE RELATIVA AL RILASCIO DI UN CERTIFICATO RELATIVO ALLA DIVERSITA' DI COGNOMI

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale di Stato Civile,

desiderosi di attenuare le difficoltà incontrate da alcune persone alle quali viene conferito, in base alla legge di uno Stato, un cognome diverso da quello loro riconosciuto in un altro Stato,

hanno convenuto le disposizioni seguenti:

ARTICOLO 1

1.Il certificato relativo alla diversità di cognomi istituito dalla presente Convenzione è destinato a facilitare la dimostrazione della propria identità da parte di quelle persone le quali, a seguito di differenze esistenti nelle legislazioni di alcuni Stati, in particolare in materia di matrimonio, di filiazione o di adozione, non sono designate con lo stesso cognome.

2. Il fine di detto certificato è unicamente di attestare che i vari cognomi in esso menzionati, indicano, a seconda delle diverse legislazioni, la medesima persona. Esso non può avere l'effetto di pregiudicare le disposizioni legislative concernenti il cognome.

ARTICOLO 2

Il certificato di cui all'articolo precedente. deve essere rilasciato ad ogni persona interessata, dietro presentazione di documenti giustificativi, sia dalle autorità competenti dello Stato contraente di cui essa è cittadina, sia dalle autorità competenti dello Stato contraente, secondo la cui legge sia stato attribuito, a detta persona, anche se cittadino di un altro Stato, un cognome diverso da quello risultante dall'applicazione della sua legge nazionale.

ARTICOLO 3

Il certificato rilasciato in conformità alla presente Convenzione sarà accettato in ogni Stato contraente come facente fede, fino a prova contraria, dell'esattezza delle voci in esso contenute relative ai vari cognomi della persona designata.

ARTICOLO 4

Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, sono assimilati ai cittadini di uno Stato contraente. i rifugiati e gli apolidi, il cui status personale è regolato dalla legge di detto Stato.

ARTICOLO 5

Il certificato di diversita di cognomi deve essere conforme al modello allegato alla presente Convenzione.

Nessuna modifica può essere apportata al presente modello da parte di uno Stato contraente senza la preventiva approvazione della Commissione Internazionale di Státo Civile.

ARTICOLO 6

Tutte le annotazioni da trascrivere sul certificato dovranno essere scritte in stampatello; potranno inoltre essere redatte nei caratteri della lingua dell'Autorità che rilascia il certificato.

ARTICOLO 7

1. Le date dovranno essere scritte in numeri arabi indicanti successivamente, sotto i simboli Jo, Mo e An, il giorno, il mese e l'anno. Il giorno ed il mese sono indicati da due cifre, l'anno da quattro cifre. I primi nove giorni del mese, ed i primi nove mesi dell'anno sono indicati da cifre che vanno da 01 a 09.

2. Il nome di ogni località menzionata nel certificato dovrà essere seguito dal nome dello Stato in cui detta località è situata, ogni qualvolta detto Stato non sia quello la cui autorità rilascia il certificato.

3. - Dovranno essere utilizzati esclusivamente i simboli seguenti:

- per indicare il sesso maschile, la lettera M, il sesso femminile, la lettera F;
- per indicare la nazionalità, le lettere che indicano lo stato d'immatricolazione delle autovetture;
- per indicare la condizione di rifugiato, le lettere REF;
- per indicare la condizione di apolide, le lettere APA.

ARTICOLO 8

Qualora l'autorità competente non sia in grado di riempire una casella o parte di essa, detta casella o parte di essa dovrà essere sbarrata.

ARTICOLO 9

1. Sulla facciata anteriore di ogni certificato, le voci invariabili, tranne i simboli di cui all'articolo 7 per quanto riguarda le date dovranno essere stampate in almeno due lingue, ossia nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato in cui il certificato è rilasciato, e in lingua francese.

2. Il significato dei simboli dovrà essere indicato almeno nella lingua o in una delle lingue ufficiali di ciascuno degli Stati che, al momento della firma della presente Convenzione, sono membri della Commissione Internazionale di Stato civile, nonché nella lingua inglese.

3. Sul retro di ogni certificato dovranno comparire:
- un riferimento alla Convenzione nelle lingue indicate al secondo paragrafo del presente articolo;
- una traduzione delle voci invariabili, nelle lingue indicate nel secondo paragrafo del presente articolo, qualora dette lingue non siano state utilizzate nella facciata anteriore;
- un riassunto degli articoli 5, 6, 7 e 8 della Convenzione, almeno nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato la cui autorità rilascia il certificato.

4. Ogni traduzione dovrà essere approvata dall'Ufficio della Commissione Internazionale di Stato civile.

ARTICOLO 10

1. I certificati dovranno essere datati, firmati e muniti del sigillo dell'Autorità che li ha rilasciati.

2. Saranno dispensati dalla legalizzazione o da qualsiasi formalità equivalente sul territorio degli Stati contraenti.

ARTICOLO 11

1. Al momento della firma della presente Convenzione, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, ogni Stato contraente dovrà designare le autorità competenti al rilascio del certificato.

2. Ogni ulteriore modifica a detta designazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero.

ARTICOLO 12

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata, e gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

ARTICOLO 13

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito del secondo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Nei confronti dello Stato che ratificherà, accetterà, approverà o aderirà dopo la sua entrata in vigore, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito da parte di detto Stato, dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

ARTICOLO 14

Ogni Stato membro della Commissione Internazionale di Stato Civile, delle Comunità Europee o del Consiglio di Europa potrà aderire alla presente Convenzione. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

ARTICOLO 15

Non è ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

ARTICOLO 16

1. Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, o in ogni altro successivo momento, potrà dichiarare che la presente Convenzione verrà estesa all'insieme dei territori di cui assicura le relazioni a livello internazionale, o ad uno o a più di essi.

2. Detta dichiarazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e l'estensione avrà effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato, o, successivamente , il primo giorno del terzo mese successivo a quello del ricevimento della notifica.

3. Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata mediante notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero, e la Convenzione cesserà di essere applicabi

le al territorio designato il primo giorno del terzo mese successivo a quello del ricevimento di detta notifica.

ARTICOLO 17

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limiti di durata.

2. Ogni Stato parte alla presente Convenzione avrà tuttavia la facoltà di denunciarla in qualsiasi momento dopo la scadenza del termine di un anno, a partire dalla data di entrata in vigore nei suoi confronti della Convenzione. La denuncia sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e avrà effetto il primo giorno del sesto mese successivo a quello del ricevimento di detta notifica. La Convenzione rimarrà in vigore tra gli altri Stati.

ARTICOLO 18

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato Civile e ad ogni altro Stato che avrà aderito alla presente Convenzione:

-a) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;

-b) ogni data di entrata in vigore della Convenzione;

-c) ogni dichiarazione concernente l'estensione territoriale della Convenzione o il suo ritiro, con la data alla quale avrà effetto;

-d) ogni denuncia della Convenzione e la data alla quale essa entrerà in vigore;

-e) ogni designazione delle autorità competenti effettuata in applicazione dell'articolo 11, comma 1, ed ogni modifica effettuata ai sensi del secondo comma di detto articolo.

2. Il Consiglio Federale Svizzero informerà il Segretario generale della Commissione Internazionale di Stato Civile di ogni notifica effettuata in applicazione del paragrafo 1.

3. Sin dall'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia autenticata sarà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione e della pubblicazione, in conformità all'art. 102 della Carta delle Nazioni Unite.

In fede di che i sottoscritti, a tal fine. debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a l'Aja, l'8 settembre 1982, in un unico esemplare in lingua francese che sarà depositato negli archivi del Consiglio Federale Svizzero, e di cui una copia autenticata sarà consegnata, per le vie diplomatiche, a ciascuno degli Stati membri della Commissione Internazionale di stato civile ed agli Stati aderenti. Una copia autenticata sarà anche inviata al Segretario generale della Commissione Internazionale di Stato civile.

Seguono firme.

1	Stato ....
2	Autorità di rilascio ....
3	Certificato di diversità di cognomi
4	Il presente certificato non pregiudica le disposizioni legislative relative al cognome
5	L'Autorità sottoscritta certifica che
6	Cognome nello Stato summenzionato:
7	Nomi:
8	Sesso:
9	Luogo e numero del registro di famiglia:
10	Nazionalità :
11	Data e luogo di nascita: JO ☐☐ MO ☐☐ AN ☐☐☐☐
12	Secondo i documenti esibiti, è designato (a) con
13	Stato che conferisce un altro cognome:

14	Dal cognome di

15	Altro cognome:

16	Data di rilascio, Firma, sigillo	JO	MO	AN
		☐☐	☐☐	☐☐☐☐

* Apporre le lettere indicanti lo Stato di Immatricolazione delle autovetture

Indicare REF per rifugiato e APA per apolide

SYMBOLES - ZEICHEN - SYMBOLS - SIMBOLOS - ΣΥΜΒΟΛΑ - SIMBOLI - SYMBOLEN - SIMBOLOS - ISARETLER

- **JO** Jour - Tag - Day - Dia - Ημέρα - Giorno - Dag - Dia - Gun
- **MO** Mois - Monat - Month - Mes - Μήνας - Mese - Maand - Mês - Ay
- **AN** Annee - Jahr - Year - Año - Έτος - Anno - Jaar - Ano - Yıl
- **M** Masculin - Männlich - Masculine - Masculino - Άνδρας - Maschile - Mannelijk - Masculino - Erkek
- **F** Féminin - Weiblich - Female - Femenino - Γυναίκα - Femminile - Vrouwelijk - Feminino - Kadın
- **REF** Réfugié - Flüchtling - Refugee - Refugiado - Πρόσφυγας - Rifugiato - Vluchteling - Refugiado - Multeci
- **APA** Apatride - Staatenloser - Stateless - Apatrida - Χωρίς ιθαγένεια - Apolide - Staatloze - Apátrida - Vatansız

Certificato rilasciato in applicazione della Convenzione firmata a L'Aja l'8 settembre 1982

....

....

....

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	

Le annotazioni devono essere scritte in stampatellc; possono inoltre essere redatte nei caratteri della lingua dell'Autorità che rilascia il certificato.

Le date dovranno essere scritte in numeri arabi indicanti succesivamente, sotto i simboli Jo, Mo e An, il giorno, il mese e l'anno. Il giorno ed il mese sono indicati da due cifre, l'anno da quattro cifre. primi nove mesi dell'anno sono indicati da cifre che vanno da 01 a 09.

Il nome di ogni località menzionata nel certificato dovrà essere seguito dal nome dello Stato in cui detta località è situata, ogni qualvolta detto Stato non sia quello la cui autorità rilascia il certificato.

Qualora l'Autorità che rilascia il certificato non sia in grado di riempire una casella o parte di essa, detta casella o parte di essa dovrà essere barrata.

Ogni modifica del modulo del presente certificato, ed ogni traduzione saranno sottoposte all'approvazione della Commissione Internazionale di Stato Civile.

Copia autenticata conforme all'originale depositato negli Archivi della Confederazione Svizzera.

Berna, 4 ottobre 1982

PER IL

DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI STRANIERI

IL CAPO DELLA

SEZIONE DEI TRATTATI INTERNAZIONALI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 670):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 24 novembre 1987.
Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª e 2ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 16 giugno 1988.
Relazione scritta annunciata il 30 giugno 1988 (atto n. 670/*A* - relatore sen. ROSATI).
Esaminato in aula e approvato il 7 luglio 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2996):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 settembre 1988, con pareri delle commissioni I e II.
Esaminato dalla III commissione l'11 gennaio 1989.
Relazione scritta annunciata il 23 gennaio 1989 (atto n. 2996/*A* - relatore on. DUCE).
Esaminato in aula il 31 gennaio 1989 e approvato il 1° febbraio 1989.

88G0083

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 72.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria, firmato a Roma il 12 settembre 1985, modificativo dell'accordo del 29 marzo 1974 per la regolamentazione del traffico ferroviario di frontiera, così come già modificato dall'accordo del 27 agosto 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria, firmato a Roma il 12 settembre 1985, modificativo dell'accordo del 29 marzo 1974 per la regolamentazione del traffico ferroviario di frontiera, così come già modificato dall'accordo del 27 agosto 1980.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 2, comma 2, dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 febbraio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO PER LA MODIFICA DELL' ACCORDO TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA D'AUSTRIA DEL 29 MARZO 1974 PER LA REGOLAMENTAZIONE DEL TRANSITO FERROVIARIO DI FRONTIERA E DELL'ACCORDO MODIFICATIVO DEL 27 AGOSTO 1980 .

La Repubblica Italiana e la Repubblica d'Austria, nell'intendimento di adeguare l'"Accordo per la regolamentazione del transito ferroviario di frontiera" alla mutata situazione del traffico internazionale ferroviario, hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

1. Nell'articolo 2 il comma 2 è soppresso.

2. Nell'articolo 2 il comma 3 diviene comma 2 con il seguente testo:

"2) Per facilitare il traffico ferroviario le competenti Autorità centrali degli Stati contraenti hanno la facoltà di stabilire, di comune accordo, che certe operazioni del servizio di allacciamento e di transito vengano eseguite in stazioni diverse da quelle indicate al comma 1 del presente articolo. In tali casi si applicano le disposizioni del presente Accordo, in quanto appicabili".

3. Il comma 5 dell'Articolo 4 è modificato come segue:

"5) Per l'uso di locali ed impianti ferroviari nel territorio dell'altro Stato contraente, le FS e le OeBB devono corrispondere l'una all'altra un compenso il cui ammontare è da calcolarsi sulla base dei costi effettivi".

4. Il comma 2 dell'Articolo 6 è modificato come segue:

"2) Le FS e le OeBB hanno il diritto di nominare un proprio rappresentante in ciascuna delle stazioni di cui all'Articolo 2 comma 1, nonchè di quelle concordate a norma dell'Articolo 2, comma 2, che si trovino nel territorio dell'altro Stato contraente.

I locali di servizio del Rappresentante devono portare le iscrizioni nelle lingue di entrambi gli Stati contraenti dando la precedenza alla lingua italiana per i locali del Rappresentante delle FS ed alla lingua tedesca per i locali del Rappresentante delle OeBB".

5. Il comma 1 dell'Articolo 9 è modificato come segue:

"1) Nelle stazioni comuni le iscrizioni che riguardano il servizio comune delle ferrovie devono essere redatte nelle lingue di entrambi gli Stati contraenti. La lingua italiana ha la precedenza. I locali destinati ai servizi istituiti in base ad un accordo a norma dell'Articolo 2 comma 2 devono anche essi essere muniti di iscrizioni bilingue; in tali casi ha la precedenza la lingua di quello Stato contraente sul cui territorio sono situati i locali di servizio. Le norme dell'Articolo 6 per quanto riguarda i locali di servizio dei Rappresentanti delle due ferrovie rimangono invariate".

6. Il comma 3 dell'Articolo 13 è sostituito dal seguente:

"3) Qualora un agente

1) delle OeBB addetto ai servizi di confine cui si riferisce il presente Accordo, a seguito di un incidente occorso nell'ambito dell'esercizio ferroviario in una stazione comune, su un tronco di linea di confine, in una delle stazioni in Italia concordate a norma dell'Articolo 2 comma 2 oppure su una linea tra il confine di Stato ed una delle stesse stazioni in Italia concordate a norma dell'Articolo 2 comma 2, rimanga ucciso o ferito in servizio od a causa del servizio, ovvero le cose che un agente delle OeBB porta seco od al suo seguito vengano danneggiate o distrutte, l'obbligo di soddisfare ai diritti derivanti dall'incidente va adempiuto come se l'incidente si fosse verificato su una linea delle OeBB in territorio austriaco;

2) delle FS riporti un danno allo stesso modo di cui al precedente punto 1) in una delle stazioni in Austria concordate a norma dell'art. 2 comma 2 oppure su una linea tra il confine di Stato e le dette stazioni, il citato obbligo va adempiuto come se l'incidente si fosse verificato su una linea delle FS in territorio italiano ;

3) delle FS riporti un danno allo stesso modo di cui al precedente 1) su un tronco di linea di confine oppure in una stazione comune, il citato obbligo va adempiuto come se l'incidente si fosse verificato nello ambito dell'esercizio ferroviario delle FS."

7. Il comma dell'articolo 24 è modificato come segue :

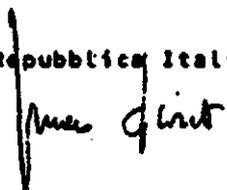
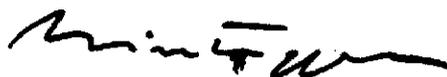
"1) La corrispondenza di servizio, i pacchi di servizio come anche le spedizioni di denaro e di valori possono essere scambiati tra le stazioni comuni, tra gli Uffici istituiti in base ad un accordo a norma dell'Articolo 2 comma 2 oppure tra i Rappresentanti citati nell'Articolo 6 comma 2 oppure anche tra tutti i suddetti Uffici nonchè tra questi ed i loro Uffici superiori oppure le rispettive Amministrazioni, senza il tramite delle Poste ed in franchigia di spese postali . "

ARTICOLO 2

(1) Il presente Accordo dovrà essere ratificato. Gli strumenti di ratifica verranno scambiati a Vienna

(2) L' Accordo entra in vigore il primo giorno del terzo mese dopo lo scambio degli strumenti di ratifica.

Fatto a Roma il 12 settembre 1985
in due originali, in lingua italiana e tedesca, facenti ugualmente fede.

Per la Repubblica Italiana Per la Repubblica d' Austria

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 620):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 14 novembre 1987.
Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª e 8ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 16 giugno 1988.
Relazione scritta annunciata il 30 giugno 1988 (atto n. 620/*A* - relatore sen. FIORET).
Esaminato in aula e approvato il 7 luglio 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2993):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 settembre 1988, con pareri delle commissioni II, V e IX.
Esaminato dalla III commissione il 1° dicembre 1988.
Relazione scritta annunciata il 24 gennaio 1989 (atto n. 2993/*A* - relatore on. DUCE).
Esaminato in aula il 31 gennaio 1989 e approvato il 1° febbraio 1989.

88G0084

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 73.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di mutua assistenza amministrativa tra la Repubblica italiana e la Repubblica algerina democratica e popolare, per la prevenzione, la ricerca e la repressione delle violazioni doganali, firmato ad Algeri il 15 aprile 1986.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo di mutua assistenza amministrativa tra la Repubblica italiana e la Repubblica algerina democratica e popolare per la prevenzione, la ricerca e la repressione delle violazioni doganali, firmato ad Algeri il 15 aprile 1986.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 22 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 febbraio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO DI MUTUA ASSISTENZA AMMINISTRATIVA TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA ALGERINA DEMOCRATICA E POPOLARE PER LA PREVENZIONE, LA RICERCA E LA REPRESSIONE DELLE VIOLAZIONI DOGANALI

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica algerina democratica e popolare:

Considerato che le violazioni alla legislazione doganale pregiudicano gli interessi economici, fiscali e commerciali dei rispettivi Paesi;

Considerata l'importanza di assicurare l'esatta percezione di diritti e tasse;

Considerato che il traffico degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope contribuisce ad alimentare il mercato illegale di tali sostanze che costituiscono un danno per la salute pubblica e per la società;

Convinti che la lotta contro tali violazioni può essere resa più efficace mediante una stretta cooperazione fra le due Amministrazioni doganali;

Tenuto conto della Raccomandazione del Consiglio di Cooperazione Doganale di Bruxelles sulla mutua assistenza amministrativa;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

Ai fini del presente Accordo, si intende:

a) per «Legislazione doganale» l'insieme delle norme legislative e regolamentari applicate dalle Amministrazioni doganali e relative:

all'introduzione, all'uscita e alla permanenza delle merci ivi compresi i capitali ed i mezzi di pagamento;

alla riscossione, alla garanzia o al rimborso dei diritti e delle tasse;

ai controlli delle misure di proibizione, restrizioni e al controllo dei cambi;

alle disposizioni relative alla lotta contro il traffico illecito degli stupefacenti e delle sostanze psicotrope;

b) per «Amministrazioni doganali» le amministrazioni competenti per l'applicazione delle disposizioni previste al precedente paragrafo;

c) per «violazioni» ogni violazione o tentativo di violazione della legislazione doganale;

d) per «diritti e tasse all'importazione o all'esportazione», i dazi doganali e ogni altro diritto, tassa e tributo o imposizione percepiti all'importazione o all'esportazione ovvero in occasione dell'importazione delle merci o dell'esportazione delle merci, ad eccezione dei tributi o imposizioni il cui ammontare è limitato al costo approssimativo dei servizi resi.

Articolo 2.

Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti si prestano mutua assistenza secondo le modalità e condizioni previste dal presente Accordo, allo scopo di prevenire, ricercare e reprimere le violazioni alle rispettive legislazioni doganali.

Articolo 3.

Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti si comunicano, a richiesta, eventualmente a seguito di inchiesta, nel quadro delle disposizioni legislative e regolamentari, ogni informazione atta ad assicurare l'esatta riscossione dei diritti e tasse in particolare quelle che sono di natura tale da facilitare la determinazione del valore in dogana, della specie tariffaria e dell'origine delle merci.

Articolo 4.

Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti si scambiano le liste di merci che sono note come costituenti oggetto di traffico illecito in violazione delle rispettive legislazioni doganali.

Articolo 5.

L'Amministrazione doganale di ciascuna delle due Parti Contraenti esercita, spontaneamente o su richiesta, nei limiti delle sue competenze e delle sue possibilità, una speciale sorveglianza:

a) sui movimenti, in particolare sull'entrata e l'uscita dal proprio territorio di persone sospette di commettere, professionalmente o abitualmente, violazioni alla legislazione doganale dell'altra Parte Contraente;

b) sui luoghi in cui siano stati creati depositi anormali di merci che facciano supporre che tali depositi non abbiano altro scopo che quello di alimentare un traffico illecito in violazione alla legislazione doganale dell'altra Parte Contraente;

c) sui movimenti delle merci, ivi compresi i mezzi di pagamento, che l'altra Parte Contraente abbia segnalato quale oggetto di un importante traffico illecito verso il suo territorio in violazione alla propria legislazione doganale;

d) sui veicoli, sui natanti e sugli aeromobili sospetti di essere utilizzati per commettere violazioni alla legislazione doganale dell'altra Parte Contraente.

I risultati di tali indagini sono comunicati all'Amministrazione doganale dell'altra Parte Contraente.

Articolo 6.

Le Amministrazioni doganali delle due Parti Contraenti si forniscono, a richiesta, ogni documentazione comprovante che merci esportate da uno verso l'altro Stato sono state regolarmente introdotte nel territorio di quest'ultimo Stato precisando, eventualmente, il regime doganale sotto il quale tali merci sono state poste.

Articolo 7.

Le Amministrazioni doganali delle due Parti Contraenti si trasmettono, spontaneamente, o su richiesta, sotto forma di rapporti processi verbali o copie certificate conformi di documenti, tutte le informazioni di cui dispongono relative ad operazioni scoperte o progettate che costituiscono o sembrino costituire violazioni alla legislazione doganale dell'una o l'altra Parte.

Articolo 8.

Le Amministrazioni doganali delle due Parti Contraenti si comunicano i nuovi mezzi di frode o sistemi utilizzati e si trasmettono copie ed estratti dei rapporti elaborati dai propri servizi di ricerca relativi ai particolari procedimenti adoperati.

Articolo 9.

Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti adottano disposizioni affinchè i loro servizi di ricerca mantengano rapporti diretti allo scopo di facilitare, mediante lo scambio di informazioni, la prevenzione, la ricerca e la repressione delle violazioni alle legislazioni doganali dei rispettivi Paesi.

Articolo 10.

Su richiesta dell'Amministrazione doganale di una Parte Contraente, l'Amministrazione doganale dell'altra Parte può autorizzare i propri agenti a deporre, nei limiti fissati dall'autorizzazione stessa, come testimoni o esperti in materia doganale davanti ai Tribunali o altre Autorità dell'altra Parte.

Articolo 11.

Su richiesta dell'Amministrazione doganale di una Parte Contraente, l'Amministrazione doganale dell'altra Parte fa procedere non appena possibile, nel quadro delle leggi e dei regolamenti vigenti nel suo territorio, a tutte le indagini necessarie e, in particolare, all'audizione di persone

ricercate per violazioni alla legislazione doganale, di testimoni o di esperti. Essa comunica subito i risultati di tali indagini all'Amministrazione richiedente.

Articolo 12.

Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti possono utilizzare innanzi all'autorità giudiziaria le informazioni ed i documenti ottenuti in conformità del presente Accordo, nei limiti ed alle condizioni stabilite dalle loro rispettive legislazioni.

Articolo 13.

Su richiesta dell'Amministrazione doganale di una Parte Contraente, l'Amministrazione doganale dell'altra Parte notifica agli interessati o fa loro notificare per mezzo delle autorità competenti, con l'osservanza delle disposizioni in vigore in questo Stato, tutti gli atti e le decisioni emananti dalle autorità amministrative e concernenti l'applicazione della legislazione doganale.

Articolo 14.

Gli agenti dell'Amministrazione doganale di una Parte Contraente, competenti per la ricerca delle violazioni alla legislazione doganale possono, sul territorio dell'altra Parte Contraente, con il consenso degli agenti competenti dell'Amministrazione doganale di tale Parte Contraente, assistere alle operazioni da effettuarsi da questi ultimi per la ricerca e l'accertamento di tali violazioni, se queste interessano la prima Amministrazione.

Articolo 15.

Quando, nei casi previsti dal presente Accordo, gli agenti dell'Amministrazione doganale di una Parte Contraente si trovano sul territorio dell'altra Parte Contraente essi devono essere in grado di giustificare, in qualsiasi momento, la loro condizione ufficiale. Essi godono su tale territorio della protezione garantita agli agenti dell'Amministrazione doganale di tale Parte Contraente dalla legislazione in vigore.

Articolo 16.

Le Parti Contraenti rinunciano reciprocamente a qualsiasi domanda di rimborso spese derivanti dall'applicazione del presente Accordo, tranne quelle che riguardano le indennità versate agli agenti di cui all'articolo 10 e agli interpreti che sono a carico dello Stato o della parte privata.

Articolo 17.

1. Le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti non sono tenute a prestare l'assistenza prevista dal presente Accordo nel caso in cui tale assistenza sia pregiudizievole all'ordine pubblico o ad altri interessi fondamentali dello Stato.

2. Ogni rifiuto di assistenza deve essere motivato.

Articolo 18.

1. Le informazioni, le comunicazioni e i documenti ottenuti sono considerati di carattere riservato e possono essere utilizzati unicamente ai fini del presente Accordo.

Essi possono essere comunicati ad organi diversi da quelli che devono utilizzarli a tali fini, solo se l'autorità che li ha forniti lo consenta esplicitamente e sempre a condizione che la legislazione dell'autorità che li ha ricevuti non vieti tale comunicazione.

2. Le richieste, le informazioni, le perizie e le altre comunicazioni di cui l'Amministrazione doganale di una Parte Contraente dispone in virtù del presente Accordo, godono della protezione accordata dalla legge nazionale di tale Parte ai documenti o alle informazioni aventi la stessa natura.

Articolo 19.

Nessuna richiesta di assistenza può essere formulata se l'Amministrazione doganale della Parte richiedente non è in grado, da parte sua, di fornire l'assistenza richiesta per il caso considerato.

Articolo 20.

L'assistenza prevista dal presente Accordo viene esercitata direttamente tra le Amministrazioni doganali delle Parti Contraenti.

Tali Amministrazioni stabiliscono di comune accordo le modalità di pratica attuazione.

Articolo 21.

Un Comitato misto composto da rappresentanti delle Amministrazioni doganali di ciascuna delle Parti Contraenti è incaricato di esaminare i problemi relativi all'applicazione del presente Accordo.

Tale Comitato si riunirà a domanda di una o dell'altra Parte Contraente.

Articolo 22.

Il presente Accordo sarà ratificato secondo le procedure costituzionali di ciascuno Stato Contraente.

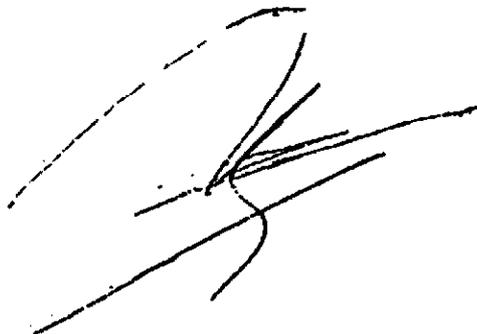
Esso entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo allo scambio degli strumenti di ratifica e cesserà di avere effetto tre mesi dopo la sua denuncia da parte di una delle due Parti Contraenti.

Articolo 23.

Ogni disaccordo che potesse insorgere dall'interpretazione delle disposizioni del presente Accordo sarà regolato per le vie diplomatiche.

FATTO ad Algeri il 15 aprile 1986, in doppio originale, in lingua italiana ed araba, in due testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PER IL GOVERNO
DELLA REPUBBLICA ALGERINA
DEMOCRATICA E POPOLARE

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 640):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 18 novembre 1987.
Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª e 6ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 16 giugno 1988.
Relazione scritta annunciata il 4 luglio 1988 (atto n. 640/*A* - relatore sen. GEROSA).
Esaminato in aula e approvato il 7 luglio 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2994):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 settembre 1988, con pareri delle commissioni I, II, V e VI.
Esaminato dalla III commissione il 1° dicembre 1988.
Relazione scritta annunciata il 24 gennaio 1989 (atto n. 2994/*A* - relatore on. MARRI).
Esaminato in aula e approvato il 1° febbraio 1989.

88G0086

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 74.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo sui trasporti e la navigazione marittima tra la Repubblica italiana e la Repubblica algerina democratica e popolare, firmato ad Algeri il 28 febbraio 1987.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo sui trasporti e la navigazione marittima tra la Repubblica italiana e la Repubblica algerina democratica e popolare, firmato ad Algeri il 28 febbraio 1987.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 20, ultimo comma, dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 febbraio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO SUI TRASPORTI E LA NAVIGAZIONE MARITTIMA
TRA LA REPUBBLICA ITALIANA
E LA REPUBBLICA ALGERINA DEMOCRATICA E POPOLARE

Il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Algerina Democratica e Popolare

Nella convinzione che lo sviluppo dei trasporti marittimi tra i due Paesi contribuirà al rafforzamento della loro cooperazione ed allo sviluppo dei loro rapporti economici e commerciali;

Nel desiderio di:

- Favorire l'organizzazione delle relazioni marittime tra l'Algeria e l'Italia;
- Assicurare una migliore organizzazione del traffico marittimo tra i due Paesi;
- Eliminare gli ostacoli che possono portare pregiudizio allo sviluppo del trasporto marittimo;

convengono quanto segue:

ARTICOLO 1

Il termine nave di una Parte contraente indica qualsiasi nave mercantile battente la bandiera di tale Parte in conformità della sua legislazione e delle disposizioni di cui al paragrafo 3 dell'Articolo 3 del presente Accordo.

Il termine membro dell'equipaggio della nave indica ogni persona che eserciti a bordo della nave funzioni relative al suo esercizio ed alla sua manutenzione e che sia iscritta nel ruolo d'equipaggio.

Il termine merce indica ogni merce proveniente dal commercio estero tra i porti dei due Paesi.

Le disposizioni del presente Accordo non si riferiscono alle navi da guerra né alle navi che esercitano le attività riservate da ciascuna delle due Parti e in particolare quelle relative ai servizi portuali, al rimorchio, al pilotaggio, alla pesca marittima, alla ricerca scientifica e al cabotaggio nazionale.

ARTICOLO 2

Le disposizioni del presente Accordo si applicano al trasporto di merce in servizio regolare di linea.

I trasporti di rinfuse sono esclusi dal campo d'applicazione del presente Accordo.

ARTICOLO 3

1) Le Parti contraenti convengono:

a) di incoraggiare le navi battenti bandiera algerina e quelle battenti bandiera italiana a partecipare al trasporto di merci tra i due Paesi e di non impedire alle navi battenti la bandiera dell'altra Parte contraente l'effettuazione di trasporti di merce tra i loro porti e quelli dei Paesi terzi.

b) di cooperare all'eliminazione degli ostacoli suscettibili di impedire lo

sviluppo degli scambi marittimi tra i due Paesi e le diverse attività che dipendono da tali scambi.

2) Le disposizioni del presente articolo, concepite nell'interesse reciproco dei due Paesi, non pregiudicano il diritto delle navi battenti bandiera di Paesi terzi a trasportare merci tra i porti delle due Parti contraenti.

3) Ai fini dell'applicazione del precedente paragrafo 1, le compagnie marittime nazionali delle due Parti contraenti possono ricorrere, all'occorrenza, a navi noleggiate.

Tali navi saranno considerate come battenti bandiera dell'una o dell'altra Parte.

ARTICOLO 4

Gli armatori avranno il compito di adottare le misure necessarie per l'organizzazione del traffico e la relativa ripartizione nel quadro di una Conferenza o altra organizzazione armatoriale per la migliore gestione delle linee, secondo il principio ripartitivo previsto dal Codice di Condotta delle Conferenze Marittime, nel reciproco rispetto degli impegni di ciascuna Parte sul piano internazionale.

ARTICOLO 5

Le Parti contraenti vigileranno affinché i tassi di nolo siano fissati al livello più basso possibile dal punto di vista commerciale compatibile con l'interesse reciproco delle economie dei due Paesi.

ARTICOLO 6

Ciascuna Parte contraente concederà alle navi dell'altra Parte un trattamento identico a quello concesso alla propria bandiera nazionale per quanto riguarda: ingresso, sosta e uscita dai porti, in particolare i diritti e tasse portuali, l'uso delle attrezzature portuali per il carico e scarico delle merci, l'imbarco e sbarco dei passeggeri, l'adempimento di tutti i servizi e operazioni commerciali o marittime necessarie.

ARTICOLO 7

Le due Parti contraenti si impegnano ad agevolare il compimento delle formalità amministrative, doganali e sanitarie in vigore nei loro rispettivi porti.

Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano i diritti delle Autorità locali riguardo all'applicazione di leggi e regolamenti in materia doganale e sanitaria ed alle altre misure di controllo concernenti la sicurezza delle navi e dei porti, la difesa del mare dall'inquinamento, la salvaguardia della vita umana in mare, il trasporto di merci pericolose, l'identificazione delle merci e l'ingresso ed il soggiorno degli stranieri.

ARTICOLO 8

Ciascuna Parte contraente riconoscerà la nazionalità delle navi dell'altra Parte, risultante dai documenti di bordo di tali navi rilasciati dalle competenti Autorità della predetta Parte in conformità con le sue leggi e regolamenti.

ARTICOLO 9

Ciascuna Parte contraente riconoscerà tutti i documenti di bordo delle navi dell'altra Parte e in particolare quelli relativi all'equipaggio, alla stazza e alle dotazioni di bordo, nonché ogni altro certificato e documento rilasciato dalle Autorità competenti in conformità delle disposizioni legali e regolamentari della Parte contraente di cui la nave batte bandiera.

Il calcolo ed il pagamento dei diritti e tasse di navigazione saranno effettuati sulla base di tali certificati di stazza senza procedere a nuova stazzatura.

ARTICOLO 10

Ciascuna Parte contraente riconoscerà i documenti di identità dei marittimi rilasciati dalle Autorità competenti dell'altra Parte contraente.

Tali documenti d'identità sono, per quanto concerne le Autorità italiane, il "Libretto di navigazione" e, per quanto concerne le Autorità algerine, il "Fascicule de navigation maritime", come definiti dalle rispettive normative.

ARTICOLO 11

Tali documenti d'identità danno diritto ai loro titolari di scendere a terra senza visto per tutta la durata dello scalo di una nave, in quanto figurino

sul ruolo d'equipaggio della nave e sulla lista consegnata alle Autorità del porto.

Scendendo a terra e rientrando a bordo della nave, tali persone dovranno sottoporsi ai controlli di polizia, doganali e sanitari.

ARTICOLO 12

1) I cittadini di una delle Parti contraenti titolari di uno dei documenti indicati all'articolo 10 del presente Accordo possono transitare, in conformità delle leggi, regolamenti e disposizioni amministrative in materia di ingresso e soggiorno degli stranieri, sul territorio dell'altra Parte contraente per raggiungere sia il loro porto d'imbarco, sia il loro Paese d'origine, purché siano in possesso di una autorizzazione d'imbarco o sbarco rilasciata dalle Autorità competenti del loro Paese.
2) Il soggiorno sul territorio di una delle Parti contraenti dei marittimi cittadini dell'altra Parte, che viaggino muniti del loro libretto professionale e di un ordine d'imbarco o sbarco, non può superare il periodo previsto dalla normativa in vigore; tale periodo potrà eccezionalmente essere prolungato per valide ragioni, a discrezione delle competenti Autorità.

   Ciascuna Parte contraente si impegna a riammettere sul proprio territorio o sulle proprie navi i titolari dei documenti di cui al primo comma del presente Articolo, da essa rilasciati, soltanto sulla base dei predetti documenti.

ARTICOLO 13

1) Allorché un membro dell'equipaggio, titolare del documento d'identità di cui all'art. 10, sbarca in un porto dell'altra Parte contraente, le Autorità, locali daranno le autorizzazioni necessarie affinché l'interessato possa, in caso di ricovero in ospedale, soggiornare sul loro territorio per il tempo necessario e raggiungere il suo Paese d'origine o un altro porto di imbarco o di sbarco al termine del suo soggiorno.
2) Per le necessità della navigazione, il Comandante di una nave che si trovi in un porto dell'altra Parte contraente o un membro dell'equipaggio da lui designato è autorizzato a recarsi dall'Agente consolare o diplomatico del Paese di bandiera o dal rappresentante della propria compagnia di navigazione.

ARTICOLO 14

Ciascuna Parte contraente si riserva il diritto di impedire l'ingresso o il soggiorno sul proprio territorio dei titolari del documento d'identità di cui all'art. 10, rilasciato dall' altra Parte contraente, la cui presenza sia giudicata indesiderabile.

ARTICOLO 15

1) Le Autorità amministrative e giudiziarie di una delle Parti contraenti non potranno conoscere delle

cause civili derivanti da controversie, sorte a bordo di una nave appartenente all'altra Parte contraente, tra il Comandante e un qualunque membro dell'equipaggio o tra membri dell'equipaggio, se non vi sia la richiesta o il consenso del Comandante o del rappresentante diplomatico o consolare del Paese di cui la nave batte bandiera.

2) Le Autorità amministrative e giudiziarie di una delle Parti contraenti non interverranno in caso di infrazioni commesse a bordo di una nave dell'altra Parte contraente che si trovi nelle acque territoriali della prima Parte, tranne che nei seguenti casi:

   a) Se la richiesta d'intervento è fatta dal rappresentante diplomatico o consolare o con il consenso di quest'ultimo;

   b) Se l'infrazione sia tale da compromettere la tranquillità e l'ordine pubblico a terra o nei porti o da pregiudicare la pubblica sicurezza, la sicurezza della vita umana in mare, la tutela dell'ambiente marino;

   c) Se sono coinvolte persone estranee all'equipaggio o cittadini dello Stato nel quale si trovi la nave;

   d) Se l'infrazione è relativa al traffico illecito di armi ed al traffico di stupefacenti.

3) Le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo non pregiudicano i diritti delle Autorità competenti riguardo all'applicazione di leggi e regolamenti in materia doganale e sanitaria ed alle altre misure di controllo riguardanti la sicurezza delle navi e dei porti, la salvaguardia della vita umana in mare, la sicurezza delle merci e l'ammissione degli stranieri.

ARTICOLO 16

1) Qualora una nave di una delle Parti contraenti dovesse naufragare, arenarsi o subire avaria presso le coste dell'altro Stato, le Autorità competenti del predetto Stato accorderanno alle persone, alla nave ed al carico la medesima protezione ed assistenza data alle navi battenti la propria bandiera.
2) Qualora una nave naufraghi o subisca un'avaria, le parti della nave, il carico e le provviste di bordo non saranno sottoposte a diritti doganali se non sono destinate al consumo o utilizzate sul territorio dell'altra Parte.
3) Tutti gli onorari, imposte, diritti e spese riguardanti operazioni di tale natura saranno applicati secondo le leggi, i regolamenti e le tariffe in vigore in ciascuno dei due Stati.

ARTICOLO 17

Le controversie eventualmente derivanti dall'applicazione del presente Accordo saranno composte amichevolmente dalle due Parti contraenti nell'ambito della Commissione Mista prevista al successivo articolo 18. Se le divergenze permangono, esse saranno regolate sul piano diplomatico.

ARTICOLO 18

Per l'applicazione concordata delle disposizioni degli articoli del presente Accordo, le Parti contraenti hanno convenuto di istituire una

Commissione Mista. Essa si riunirà una volta all'anno alternativamente nell'uno o nell'altro Paese o su richiesta di una o dell'altra Parte.

ARTICOLO 19

1) Le Parti contraenti si concederanno reciprocamente l'accesso dei loro cittadini alle imprese ed istituzioni di trasporto marittimo e di gestione portuale per le necessità di formazione professionale: rientrano in questo campo la formazione degli Ufficiali e dei tecnici di tutte le specializzazioni relative al trasporto marittimo ed alla gestione dei porti.

Tali agevolazioni potranno includere l'imbarco di Ufficiali di ciascuna delle Parti contraenti sulle navi dell'altra Parte.

Le due Parti si concederanno piena collaborazione in materia di assistenza tecnica, scambi di personale, formazione professionale e aiuto materiale e tecnico per la formazione di tale personale.

L'appplicazione delle disposizioni del paragrafo 1, se necessario, sarà oggetto di accordi specifici, eccetto in quei settori in cui accordi del genere siano già stati conclusi tra le Parti.

ARTICOLO 20

Il presente Accordo è concluso per un periodo di cinque anni ed è rinnovabile per tacita riconduzione.

Ciascuna Parte contraente, tuttavia, potrà in qualunque momento notificare all'altra Parte contraente la propria decisione di denunciare il presente Accordo.

La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte dell'altra Parte contraente.

Il presente Accordo potrà essere modificato di comune intesa in qualunque momento. Le modifiche entreranno in vigore alla data in cui le Parti contraenti si saranno notificate il compimento delle procedure interne previste dalle loro legislazioni.

Il presente Accordo entrerà in vigore un mese dopo lo scambio degli strumenti di ratifica.

Fatto ad Algeri il 28 febbraio 1987 in due originali in lingua italiana, araba e francese, i tre testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ALGERINA DEMOCRATICA E POPOLARE

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 677):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 26 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 3 marzo 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 6ª, 8ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 16 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 5 luglio 1988 (atto n. 677/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 7 luglio 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2997):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 settembre 1988, con pareri delle commissioni I, II, V, IX, XI e XII.

Esaminato dalla III commissione l'11 gennaio 1989.

Relazione scritta annunciata il 23 gennaio 1989 (atto n. 2997/*A* - relatore on. PORTATADINO).

Esaminato in aula il 31 gennaio 1989 e approvato il 1° febbraio 1989.

88G0085

LEGGE 11 febbraio 1989, n. 75.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina relativa alla cooperazione e all'assistenza nel campo della protezione civile e dei servizi antincendi, firmata a Roma il 17 ottobre 1985.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina relativa alla cooperazione e all'assistenza nel campo della protezione civile e dei servizi antincendi, firmata a Roma il 17 ottobre 1985.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 13 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 febbraio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION ENTRE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LA REPUBLIQUE TUNISIENNE RELATIVE A LA COOPERATION ET A L'ASSISTANCE DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION CIVILE ET DES SERVICES ANTI-INCENDIES

Le Gouvernement de la République Italienne
et le Gouvernement de la République Tunisienne

Convaincus de l'intérêt pour les deux pays d'établir une coopération permanente dans le domaine de la Protection Civile et des services anti-incendies et désireux de faciliter l'assistance mutuelle chaque fois qu'elle s'avérera nécessaire, sont convenus de ce qui suit:

Titre I - Dispositions Générales

ARTICLE 1:

Les Parties contractantes s'engagent à établir une coopération permanente dans le domaine de la Protection Civile et des services Anti-incendies et dans la mesure de leurs possibilités à se prêter assistance chaque fois que celle-ci s'avérera nécessaire dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 2:

En vue d'atteindre les objectifs définis à l'article 1,

a) est crée une commission composée des représentants de chacune des parties contractantes dénommée "Commission Mixte de Protection Civile et des Services Anti-Incendies".

b) est organisée une coordination des experts appelés à apporter leurs concours dans le cadre de la dite coopération.

Titre II - Organisation de la Coopération

ARTICLE 3:

La commision, prévue à l'article 2 qui comprend, à parité, pour chaque Partie, des membres nommés conjointement par les Ministres de l'Intérieur et de la Coordination de la Protection Civile de la République d'Italie et le Ministre de l'Intérieur de la République Tunisienne, est composée:

1) des membres permanents - à savoir chaque délégation :

- cinq représentants des Ministres italiens de l'Intérieur et de la Coordination de la Protection Civile et du Ministre de l'Intérieur de la République Tunisienne parmi lesquels figurent le Directeur Général de la Protection Civile et des Services Anti-Incendies pour la Partie Italienne et le Directeur de la Protection Civile pour la Partie Tunisienne.

- Deux responsable competents en matière de lutte contre la pollution maritime.

- Deux spécialistes de secours et de la lutte contre l'incendie.

2) des membres qui ne sont appelés à siéger que pour les affaires

de leur compétence et pour l'examen desquelles il est fait appel à différentes catégories d'experts du secteur public et du secteur privé.

ARTICLE 4:

La commission est présidée alternativement par les Ministres de l'Intérieur ou de la Coordination de la Protection Civile pour la Partie Italienne et le Ministre de l'Intérieur pour la République Tunisienne ou par leurs représentants respectifs.

Elle se réunit à intervalles réguliers alternativement en Tunisie et en Italie.

La commission peut également se réunir à tout moment lorsqu'en raison des circonstances spéciales il en a été décidé ainsi. Le lieu de réunion sera convenu alors d'un commun accord.

ARTICLE 5:

Le président de la commission, prévue à l'article précédent peut, après avis de celle-ci, constituer en son sein une sous-commission permanente et des sous-commissions techniques dont il fixe les attributions.

ARTICLE 6:

La commission a pour mission notamment:

a) de déterminer les conditions générales auxquelles devront se conformer les Parties pour réaliser la coopération jugée nécessaire au titre de la formation de l'organisation des services et des unités opérationnelles ainsi que la gestion.
b) d'émettre un avis sur les affaires particulières qui lui sont présentées à la demande de l'une des deux Parties.
c) de favoriser un échange d'information régulier aux plans juridique, technique et opérationnel.

ARTICLE 7:

Les experts appelés à remplir une mission de coopération sont désignés d'un commun accord entre les deux Parties contractantes.

S'ils le jugent utile, ils désigneront un conseiller technique, afin de cordonner sur place, à intervalles réguliers et pendant des périodes plus ou moins longues, l'activité des différents experts dont le concours aura été demandé.

Les droits et obligations ponctuels des experts sont déterminés d'un commun accord entre les deux Parties contractantes.

Les dépenses inhérentes à l'objet de cet article sont à la charge de la Partie requérante.

Titre III - Assistance Mutuelle sur le Plan Opérationnel

ARTICLE 8:

Si une Partie a besoin d'assistance en cas de sinistre grave elle peut demander le concours de l'autre Partie pour obtenir des moyens de secours supplémentaires dans les délais les plus rapides.

ARTICLE 9:

La direction des opérations appartient dans tous les cas aux autorités de la Partie réquérante. Les modalités d'intervention de la Partie requise seront déterminés en accord avec cette dernière.

ARTICLE 10 :

Les frais de toute nature découlant des activités d'assistance et de cooperation seront à la charge de la Partie requérante.

ARTICLE 11 :

Si des dommages sont causés à des tiers par la Partie requise, leurs réparations sont à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils auront été causés.

ARTICLE 12 :

A la demande de l'une des deux Parties contractantes, des mesures communes peuvent être prises pour lutter contre la pollution de la méditerranée.

Titre IV - Dispositions Finales

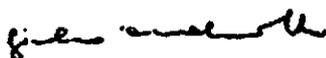
ARTICLE 13 :

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée, chacune des Parties contractantes pourra, à chaque moment la dénoncer. Cette dénonciation prendre effet six mois aprés la date de réception de sa notification de la part de l'autre Partie contractante.

La présente Convention entrera en vigueur au moment où les Parties contractantes se seront mutuellement notifiées l'accomplissement de leurs procèdures respectives nationales.

Fait à Rome le 17 octobre 1985 en double exemplaire en langue française.

Les traductions en langues arabe et italiennne seront échangées par la voie diplomatique.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA TUNISINA, RELATIVA ALLA COOPERAZIONE E ALL'ASSISTENZA NELLO AMBITO DELLA PROTEZIONE CIVILE E DEI SERVIZI ANTI-INCENDIO.

Il Governo della Repubblica Italiana
e il Governo della Repubblica Tunisina

Convinti dell'interesse per i due paesi di stabilire una cooperazione permanente nell'ambito della Protezione Civile e dei servizi anti-incendio, e desiderosi di facilitare l'assistenza reciproca ogni qualvolta ciò si riveli necessario, hanno convenuto quanto segue:

Titolo I - Disposizioni Generali

ARTICOLO 1:

Le Parti contraenti s'impegnano a stabilire una cooperazione permanente nell'ambito della Protezione Civile e dei servizi anti-incendio e, nella misura delle loro possibilità, a prestarsi assistenza ogni qualvolta ciò si riveli necessario in base alle condizioni previste dalla presente Convenzione.

ARTICOLO 2:

Al fine di raggiungere gli obiettivi di cui all'art.1,

a) viene creata una commissione costituita dai rappresentanti di ognuna della parti contraenti , denominata "Commissione Mista di Protezione Civile e dei Servizi Anti-incendio";

b) è organizzato un coordinamento degli esperti chiamati a fornire la loro opera nell'ambito di detta cooperazione.

Titolo II - Organizzazione della Cooperazione

ARTICOLO 3:

La Commissione, prevista all'art. 2 che comprende, a parità, per ogni Parte, dei membri designati congiuntamente dai Ministri dell'Internoe per il Coordinamento della Protezione Civile della Repubblica Italiana e dal Ministro dell'Interno della Repubblica Tunisina, è composta da:

1) membri permanenti per ogni delegazione:

- cinque rappresentanti dei Ministri italiani dell'Interno e per il Coordinamento della Protezione Civile e del Ministro dell'Interno della Repubblica Tunisina,

tra cui. il Direttore Generale per la Protezione Civile ed i Servizi Anti-incendio per la Parte Italiana, ed il Direttore della Protezione Civile per la Parte Tunisina.

- 2 responsabili competenti in materia di lotta contro l'inquinamento marittimo.
- 2 specialisti di soccorso e della lotta contro l'incendio.

2) membri chiamati a partecipare solo per gli affari di loro competenza e per l'esame dei quali si fa appello a varie categorie di esperti del settore pubblico e privato.

ARTICOLO 4:

La Commissione è presieduta alternativamente dai Ministri dell'Interno o per il Coordinamento della Protezione Civile per la Parte Italiana e dal Ministro dell'Interno per la Repubblica Tunisina o dai loro rispettivi rappresentanti.

Essa si riunisce ad intervalli regolari alternativamente in Tunisia ed in Italia.

La Commissione può anche riunirsi in qualsiasi momento, allorché sia stato deciso in tal senso, a causa di circostanze speciali. Il luogo di riunione sarà deciso di comune accordo.

ARTICOLO 5:

Il Presidente della Commissione, prevista all'articolo precedente, può, secondo parere di quest'ultima, costituire nel suo ambito una Sotto-Commissione permanente e delle Sotto-Commissioni tecniche di cui fissa le competenze.

ARTICOLO 6:

Le finalità della Commissione sono in particolare:

a) di determinare le condizioni generali cui dovranno adeguarsi le Parti per realizzare la cooperazione ritenuta necessaria per la creazione dell'organizzazione dei servizi e unità operative, nonché la gestione.

b) di emettere un parere sui particolari affari che gli vengono sottoposti su richiesta di una delle Parti.

c) di favorire un regolare scambio di informazione a livello giuridico, tecnico e operativo.

ARTICOLO 7:

Gli esperti chiamati ad adempiere ad una missione di cooperazione sono designati di comune accordo tra le due Parti contraenti.

Qualora lo ritenessero utile, essi designeranno un consigliere tecnico, al fine di coordinare sul posto, a intervalli regolari e durante periodi più o meno lunghi, l'attività dei vari esperti la cui partecipazione sia stata richiesta.

I diritti ed obblighi precisi degli esperti sono determinati di comune accordo tra le due Parti contraenti.

Le spese inerenti all'oggetto di detto articolo sono a carico della Parte richiedente.

Titolo III - Reciproca assistenza a livello operativo

ARTICOLO 8:

Qualora una Parte necessiti di assistenza in caso di gravi incidenti, essa potrà richiedere la partecipazione dell'altra Parte, per ottenere dei mezzi di soccorso supplementari nel più breve tempo possibile.

ARTICOLO 9:

La direzione delle operazioni spetta in ogni caso alle autorità della Parte richiedente. Le modalità d'intervento della Parte richiesta saranno determinate di comune accordo con quest'ultima.

ARTICOLO 10:

Le spese di qualsiasi natura derivanti da attività di assistenza e di cooperazione saranno a carico della Parte richiedente.

ARTICOLO 11:

Qualora vengano causati danni a terzi dalla Parte richiedente, il loro risarcimento sarà a carico della Parte sul cui territorio sono stati causati.

ARTICOLO 12:

Su richiesta di una delle Parti contraenti, possono essere adottate delle misure per la lotta contro l'inquinamento del Mediterraneo.

Titolo IV - Disposizioni finali

ARTICOLO 13:

La presente Convenzione è stipulata per una durata illimitata; ognuna delle Parti contraenti potrà, in qualsiasi momento, denunciarla. Tale denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della sua notifica da parte dell'altra Parte contraente.

La presente Convenzione entrerà in vigore nel momento in cui le Parti contraenti si saranno reciprocamente notificato il compimento delle loro rispettive procedure

Fatto a Roma il 17 ottobre 1985 in doppio esemplare in lingua francese.

Le traduzioni in lingua araba e italiana saranno scambiate tramite le vie diplomatiche.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA TUNISINA

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 667):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 24 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 2 febbraio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 8ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 16 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 4 luglio 1988 (atto n. 667/*A* - relatore sen. FIORET).

Esaminato in aula e approvato il 7 luglio 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2995):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 settembre 1988, con pareri della commissione II, V e VIII.

Esaminato dalla III commissione il 1° dicembre 1988.

Relazione scritta annunciata il 24 gennaio 1989 (atto n. 2995/*A* - relatore on. DUCE).

Esaminato in aula il 31 gennaio e approvato il 1° febbraio 1989.

89G0087

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651325) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.